

DÉPARTEMENT
SAÔNE ET LOIRE
CANTON
LA CHAPELLE-DE-GUINCHAY
COMMUNE
CRÊCHES-SUR-SAÔNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

## ARRÊTÉ DU MAIRE

# 2026 - 041

Le Maire de la ville de Crêches-sur-Saône,

**VU** le Code de la Route et notamment les articles R44 et R.225 ;

**VU** le Code des Communes et notamment les articles L.131-1 à L. 131-4 ;

**VU** l'arrêté du 6 novembre 1992 approuvant les nouvelles dispositions du livre I de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (8<sup>ème</sup> partie) ;

**VU** l'article R 25-15<sup>ème</sup> du Code Pénal ;

**VU** l'arrêté interministériel du 8 octobre 1963 portant sur le règlement général de la circulation ;

**Considérant** qu'afin de permettre des travaux de renouvellement branchement EP par la société SUEZ EAU FRANCE, sise Charnay-Lès-Mâcon, réalisés 64 place des anciens combattants à Crêches-sur-Saône.

Il est nécessaire de prendre les mesures suivantes :

### ARRETE

**Article 1er** : Le 11 mai 2026 pour une durée calendaire de 15 jours, la circulation et le stationnement sur la voie publique seront modifiés. Pour des raisons de sécurité la circulation de tous les véhicules sera interdite sur la voie sans issue reliant ladite place et la rivière Saône.

**Article 2** : Les panneaux nécessaires seront mis en place et entretenus par l'entreprise demandeuse

**Article 3** : La circulation sera laissée libre aux résidents.

**Article 4** : Le stationnement y sera interdit à tous les véhicules au droit et place du chantier.

**Article 5** : Une signalisation en amont des travaux devra être mise en place par l'entreprise chargée des travaux afin d'avertir les automobilistes et piétons voulant s'engager ou circuler sur cette voie.

**Article 6** : L'accès des véhicules sanitaires et de sécurité sera préservé au droit du chantier.

**Article 7** : Les services de Gendarmerie de La Chapelle de Guinchay, la Police Municipale seront chargés chacun en ce qui les concerne de l'application du présent arrêté.

**Article 8** : Conformément à l'article R421-1 du Code de la Justice Administrative, Le Maire de la commune certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet, dans les deux mois, d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de DIJON suivant les modalités mentionnées au Code général des Collectivités Territoriales.



Fait à Crêches-sur-Saône, le

16 AVR. 2026

Le Maire,

Valentin CARRERAS